



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 21 FEV. 2023

**portant autorisation à la société FULCHIRON Alsace pour l'exploitation d'une carrière de sables
sur le territoire des communes de Riedseltz et de Wissembourg et pour son extension**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** la nomenclature des installations classées, annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 05 novembre 1996 autorisant la société FRIEDRICH Sàrl, Sablières de Quartz, à exploiter une carrière de sables siliceux sur le territoire des communes de Wissembourg (Altenstadt) et Riedseltz ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondant ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres installations classées situées à Wissembourg et à Riedseltz ;

- VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires à la société FULCHIRON Alsace pour l'exploitation de ses installations situées à Wissembourg et à Riedseltz ;
- VU l'arrêté préfectoral du 05 janvier 2022 portant prescriptions complémentaires à la société FULCHIRON Alsace pour l'exploitation de ses installations situées à Wissembourg et à Riedseltz ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société FULCHIRON Alsace pour le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière située sur le territoire des communes de Wissembourg et de Riedseltz ;
- VU le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;
- VU le dossier déposé le 31 janvier 2019 et les compléments associés déposés le 05 juin 2020 par la société FULCHIRON Alsace et les informations complémentaires transmises par courriels du 09 et du 22 septembre 2022 ;
- VU l'avis de l'agence régionale de santé du 05 avril 2019 ;
- VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 30 novembre 2020 ;
- VU les avis du conseil national de la protection de la nature (CNPN) du 22 octobre 2020 et du 24 février 2022 ;
- VU le mémoire en réponse à l'avis du CNPN du 22 octobre 2020, transmis en décembre 2021 ;
- VU l'avis de la collectivité européenne Alsace du 29 juin 2022 ;
- VU la décision du 20 avril 2022 du président du tribunal administratif de Strasbourg, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU le rapport d'enquête et l'avis favorable avec recommandations du commissaire enquêteur dans son rapport transmis le 02 août 2022 ;
- VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Croettwiller, Oberhoffen-lès-Wissembourg, Riedseltz et Steinseltz ;
- VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- VU le rapport du 23 septembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- VU les courriels du 11 et du 26 janvier 2023 de la société FULCHIRON Alsace relatifs aux observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à 32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État ;

CONSIDÉRANT que le conseil national de protection de la nature (CNPN) a émis un avis défavorable sur le projet le 22 octobre 2020 ; que la société FULCHIRON Alsace a complété les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées en conséquence ; que compte tenu de ces compléments, le CNPN a émis un avis favorable au projet le 24 février 2022 ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté, qui concerne un site déjà bouleversé par des aménagements liés à une carrière, démontre l'absence de solutions alternatives à la réalisation des travaux projetés ;

CONSIDÉRANT que les travaux et aménagements envisagés répondent à des raisons impératives d'intérêt public majeures économiques en raison des qualités spécifiques du sable extrait, dont le gisement est classé gisement d'intérêt national ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts du projet sur les spécimens et les habitats d'espèces protégées proposées par le demandeur, reprises et complétées aux articles ci-dessous, garantissent que la dérogation aux interdictions liées aux espèces protégées ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de ces espèces dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que dans son avis du 24 février 2022, le CNPN précise qu'il est nécessaire d'encercler le site de reproduction du Pélobate brun par des haies épaisses pour préserver la qualité de l'eau et le maintien des cortèges algaux, source d'alimentation possible des larves des batraciens et de réensemencer les mares en algues issues de quelques mares fréquentées par le pélobate au besoin ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal de Croettwiller a émis un avis défavorable au projet ; que l'avis n'est pas motivé ;

CONSIDÉRANT que la collectivité européenne Alsace a observé que le projet sera étendu côté est, le long de la route départementale 263 ; que la demande d'autorisation ne comporte pas d'étude géologique permettant de garantir une bonne stabilité des parois des sables non extraits ; qu'en conséquence, elle estime qu'une telle justification, ou la mise en place de moyens d'observations garantissant une stabilité pérenne paraît nécessaire afin d'éviter toute déstabilisation du sous-sol de la route départementale 263 ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation du 05 novembre 1996 autorise l'exploitation des sables jusqu'à la cote 142 m NGF avec des pentes sous eau de 1/2 ; que l'autorisation prescrit le maintien d'une distance de recul de 20 mètres par rapport à l'emprise publique de la route départementale 263 (en partie sud du périmètre) ; qu'il n'existe pas de servitude en ce sens ; que l'avancée de l'exploitation vers le nord au cours des phases ultérieures va conduire à rapprocher le bord de l'excavation de l'emprise de la route départementale ;

CONSIDÉRANT que l'autorité environnementale a recommandé à la société FULCHIRON Alsace de justifier l'acceptabilité des pentes sous eau prévues sur la base d'éléments géotechniques ; que dans son mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale, la société FULCHIRON Alsace renvoie vers le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin qui précise que l'étude réalisée par le BRGM en 2004 a confirmé que la plupart des talus immergés sont stables pour une pente allant de 1/2,5 à 1/2 ; fonction de la granulométrie des matériaux, avec un coefficient de sécurité de 1,5 garantissant une bonne tenue à long terme et qu'afin de rester en cohérence avec le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin, elle a décidé de modifier la pente sous eau initialement proposée (2/3) ; qu'aucun élément géotechnique n'a été présenté par la société FULCHIRON Alsace ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de la proximité de l'excavation avec la RD263, il y a lieu de vérifier l'absence d'incidence à long terme de l'exploitation sur l'infrastructure routière ;

CONSIDÉRANT que, concernant la desserte du site, la collectivité européenne Alsace relève, que l'accès actuel n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation d'accès sur la route départementale 74 ; que cette autorisation ne relève pas de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la collectivité européenne Alsace rappelle concernant la desserte du site, que l'exploitation actuelle a déjà fait l'objet d'une mise en demeure auprès de l'exploitant de la carrière à la suite de dépôts de matériaux sur la chaussée ; qu'en conséquence, elle considère qu'il y a lieu de prévoir un lavage des véhicules avant la prise d'accès sur le domaine public de la route départementale 74 afin de garantir l'absence de dépôts de matériaux ; que des prescriptions sont proposées dans le présent arrêté afin de prévenir le dépôt de boues sur la voie publique ;

CONSIDÉRANT que l'autorité environnementale recommande à la société FULCHIRON Alsace d'améliorer la surveillance de la qualité de la nappe souterraine en présentant un plan de surveillance adapté comprenant à minima un piézomètre amont et deux piézomètres aval ;

CONSIDÉRANT que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet, tout en recommandant à la société FULCHIRON Alsace de prendre en compte la recommandation de l'autorité environnementale relative à la surveillance des eaux souterraines ; qu'il recommande l'installation d'un piézomètre en conséquence ; que les sources de pollution sur la carrière sont très limitées (principalement stockage de carburant pour les engins) et que la société FULCHIRON Alsace met en œuvre des dispositions pour prévenir d'éventuelles pollutions des eaux souterraines et des sols (stockage des produits dangereux sur rétention, ravitaillement sur une aire étanche associée à un séparateur à hydrocarbures, équipement des engins avec des kits anti-pollution) ;

CONSIDÉRANT que le commissaire enquêteur recommande à la société FULCHIRON Alsace de respecter toutes les mesures d'évitement et de réduction présentées dans le dossier d'autorisation ; que des prescriptions sont proposées dans le présent arrêté en ce sens ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales encadre les prélèvements et les rejets d'eau des installations de traitement des matériaux ; que l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales prévoit dans sa notice que certaines règles peuvent être adaptées aux circonstances locales ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite un aménagement aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif au volume annuel d'eau prélevé et aux dispositions relatives au recyclage intégral des eaux industrielles ; que les matériaux sont extraits par une drague aspiratrice ; que les eaux prélevées participent au procédé d'extraction lors de l'extraction des matériaux ; que lorsque l'extraction est à l'arrêt, les eaux nécessaires au traitement des matériaux sont également prélevées par la pompe présente sur la drague ; que le volume maximal annuel nécessaire est évalué à 1 125 000 m³ ; que les eaux sont restituées au plan d'eau d'exploitation après décantation ; que le prélèvement net est évalué à 36 000 m³ (le reste étant en majeure partie restitué directement au plan d'eau d'exploitation ou infiltré dans le sol au niveau des zones de stockage des matériaux) ; que l'article 23 précité précise que les eaux industrielles sont intégralement recyclées ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société FULCHIRON Alsace, 823 973 06000028, dont le siège social est situé RN419 à SOUFFLENHEIM (67620) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter route d'Altenstadt à Riedseltz (coordonnées Lambert 93 X = 1062902 et Y = 6889499), une carrière et des installations de traitement des matériaux comportant les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants, conformément au plan parcellaire joint en annexe I :

Communes	Lieu-dit	Section	Parcelles
RIEDELSTZ	Weissenberg	12	116, 118, 119, 151pp, 285, 287, 289, 302
	Chemin d'exploitation	12	137, 138pp et 146
WISSEMBOURG	Weissenberg	10	8, 10, 11, 12, 13, 14, 84, 85, 102/9, 127/6, 128/6, 134pp, 136
	Zwoelff Morgen	10	15, 16, 17, 18, 19

Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement et les zones de transit sont implantées sur les parcelles 8, 127/6, 128/6 et 134pp.

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;
- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Dérogations aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2.
 - L'exploitant est autorisé à déroger aux interdictions de destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos des espèces animales protégées suivantes :
 - Petit gravelot (*Charadrius dubius*) ;
 - Bruant jaune (*Emberiza citrinella*) ;
 - Tarier pâtre (*Saxicola torquatus*) ;
 - 26 oiseaux communs (liste jointe en annexe II) ;
 - Pélobate brun (*Pelobates fuscus*) ;
 - Rainette verte (*Hyla arborea*) ;
 - Grenouille agile (*Rana dalmatina*) ;
 - Couleuvre helvétique (*Natrix helvetica*) ;
 - Léopard des souches (*Lacerta agilis*).

- L'exploitant est autorisé à déroger aux interdictions de destruction, perturbation intentionnelle de spécimens des espèces animales protégées suivantes :
 - Petit gravelot (*Charadrius dubius*) ;
 - Pélobate brun (*Pelobates fuscus*) ;
 - Rainette verte (*Hyla arborea*) ;
 - Grenouille agile (*Rana dalmatina*) ;
 - Crapaud commun (*Bufo bufo*) ;
 - Triton ponctué (*Lissotriton vulgaris*) ;
 - Triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*) ;
 - Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) ;
 - Couleuvre helvétique (*Natrix helvetica*) ;
 - Lézard des souches (*Lacerta agilis*) ;
 - Orvet fragile (*Anguis fragilis*).
- L'exploitant est autorisé à déroger à l'interdiction de capture de spécimens des espèces animales protégées suivantes :
 - Pelobate brun (*Pelobates fuscus*) ;
 - Rainette verte (*Hyla arborea*) ;
 - Grenouille agile (*Rana dalmatina*) ;
 - Crapaud commun (*Bufo bufo*) ;
 - Triton ponctué (*Lissotriton vulgaris*) ;
 - Triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*) ;
 - Triton palmé (*Lissotriton helveticus*).

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des protocoles et engagements décrits dans le dossier de demande d'autorisation environnementale correspondant, ainsi qu'aux prescriptions complémentaires fixées au titre 4 du présent arrêté. Ces prescriptions complémentaires prévalent.

1.1.1 bis Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Sauf dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à la rubrique 2515-1a également applicables.

Les ouvrages de surveillance des eaux souterraines sont conformes aux prescriptions générales applicables aux Installations, Ouvrages, Travaux, Activités relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la loi sur l'eau.

ARTICLE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Le site concerne l'exploitation d'une carrière de sable et des installations de traitement associées.

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrières	Superficie autorisée : 30 ha 68 a 03 ca Quantité maximale extraite annuellement : 450 000 tonnes Quantité moyenne extraite annuellement :	A

		350 000 tonnes Quantité totale à extraire : 7 200 000 tonnes Surface autorisée : 30 ha 68 a 03 ca Surface exploitable : 19 ha 93 ares	
2515-1a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, [...] de pierres, cailloux, minerais [...] en vue de la production de matériaux. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation a) étant supérieure à 200 kW	Puissance totale : 831 kW (dont 285 kW pour la drague. La drague assure l'alimentation en eau des installations de traitement des matériaux). Crible - concasseur : 150 kW Autres installations de traitement : 396 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. 1. La superficie étant supérieure à 10000 m ²	27000 m ²	E

(*) A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration)

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	2. Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an Prélèvement dans le plan d'eau	1 125 000 m ³ par an Prélèvement avec la pompe de la drague d'un débit maximal de 700 m ³ /h ou avec une pompe d'appoint de débit maximal 70 m ³ /h	A
3.2.3.0 1°	Plan d'eau permanent ou non	La superficie du plan d'eau est supérieure ou égale à 3 ha	Un plan d'eau principal de 8,8 ha Un second plan d'eau de 1,3 ha	A

(*) A (Autorisation) ou D (Déclaration)

ARTICLE 1.3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 : DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

La surface à remettre en état correspond à l'emprise totale de la carrière.

La remise en état est accomplie dans le respect du phasage précisé dans les prescriptions relatives aux garanties financières.

La remise en état finale est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation d'exploiter, sauf dans le cas d'une demande de renouvellement de l'autorisation. À la date de fin de l'autorisation, il n'est conservé, dans l'emprise de la carrière, aucun stock, matériel, outillage, équipement de travail, déchets... liés à l'activité de la carrière. En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ou susceptibles de polluer les eaux ou les sols ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés dans des installations autorisées à les traiter. L'exploitant le justifie au moment de la notification de cessation d'activité.

La remise en état du site est à vocation naturelle.

La remise en état est réalisée dans les conditions fixées par l'étude d'impact et dans les annexes du dossier en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté. Le site est conforme au plan de l'état final annexé au présent arrêté (annexe III).

Elle consiste en une mise en sécurité suivie d'aménagements paysagers permettant un retour du site à la nature. Elle est conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- le tracé des rives évite autant que possible les formes linéaires ;
- les talus présentent des pentes diverses ;
- les terres de découvertes et les horizons humifères sont utilisés pour la remise en état des zones situées autour du plan d'eau ;
- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées conformément à l'étude d'impact ;
- le recouvrement du fond de la carrière, des banquettes, de leur accès et des fronts de taille est réalisé en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères) ;
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne sont plus parcourues par les engins ;
- l'exploitation sous eau respecte des pentes de 1/2 pour assurer la stabilité des matériaux ;
- la pente des talus de raccordement au terrain naturel est inférieure ou égale à 1/1 (45°) ;
- les zones de haut-fonds présentent des pentes de 1/10 sur une distance horizontale d'au moins 20 mètres à partir du niveau libre de l'eau en période estivale.

La remise en état comprend :

- la stabilisation des berges et des fronts d'exploitation. Les fronts sont talutés avec des matériaux stériles issus du site. Le réaménagement des berges et des fronts de taille est réalisé au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation ;
- l'aménagement de friches pionnières en faveur du Petit gravelot et du Pélobate brun sur une surface totale de 5,4 ha (dont 1 ha au niveau de la zone d'implantation des installations et des zones de stockage des matériaux et 2,9 ha à proximité de la zone en friche favorable au Pélobate et au Petit gravelot) ;
- la plantation d'une zone boisée sur une surface d'environ 4 ha à partir d'essences locales (environ 30 plants d'essences de haut-jet par are et 15 plants d'essences arbustives par are). Les essences choisies sont diversifiées et adaptées à l'avifaune présente sur le site. Les terrains font l'objet d'une préparation adaptée pour le développement de formations boisées ;
- la création d'une zone de haut-fonds d'environ 3,2 ha.

1.4.2 Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté, dont 2 ans pour le réaménagement du site.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5 : GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières est calculé en référence aux plans joints en annexe IV du présent arrêté. L'avancée des travaux d'exploitation et de remise en état est réalisée dans le respect de ces plans.

Le montant des garanties pour chacune des périodes est fixé dans le tableau ci-après, par référence à l'indice TP01 d'août 2018 (110,2).

Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,2.

Période	Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (€)
T0 à T+5	1	603803
T5 à T+10	2	645305
T+10 à T+15	3	398232
T+15 à T+20	4	379550

1.5.2 Établissement des garanties financières

Avant le démarrage des travaux, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5.3 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 : IMPLANTATION

Les installations sont implantées conformément aux plans présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites sur lequel porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 1.7 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes qui s'imposent à lui ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 1.9 : CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers liés à l'activité et aux produits stockés ou utilisés dans l'installation.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

ARTICLE 2.1 : PROPRETÉ, ENVOLS DE POUSSIÈRES, DIVERS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les zones de stockages ainsi que les installations de traitement des matériaux font l'objet de mesures telles que l'humidification lorsque nécessaire ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées, convenablement nettoyées et arrosées si nécessaire sauf par temps de gel ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- des écrans de végétation sont mis en place ;
- les installations de traitement des matériaux disposent d'un capotage.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les moteurs des engins et des camions sont arrêtés pendant les phases d'attente et de chargement.

ARTICLE 2.2 : SURVEILLANCE DES RETOMBÉES ATMOSPHÉRIQUES

Lors des phases d'exploitation à sec, l'exploitant met en oeuvre les dispositions prévues par l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

Lors des phases d'exploitation exclusivement en eau, l'exploitant met en oeuvre les dispositions prévues par l'arrêté du 26 novembre 2012.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Le prélèvement d'eaux industrielles, ainsi que la conception et l'exploitation des ouvrages de prélèvement sont réalisés dans le respect des prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3.2 : CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

3.2.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

3.2.2 Dispositions particulières

3.2.2.1 Catégories d'effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

Catégories d'effluents	Destination et mode de traitement
Eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées et eaux de ressuyage	Infiltration naturelle dans le sol ou écoulement vers les fosses d'extraction
Effluents de l'aire de ravitaillement des engins	Traitement par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans un bassin
Eaux de procédé	Rejet par surverse dans un bassin de décantation aménagé dans la zone d'extraction
Eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction qui auraient pu être collectées à l'issue de l'accident)	Traitement comme déchets si produits toxiques avérés
Eaux usées domestiques	Non concerné

3.2.2.2 Entretien des dispositifs de traitement

Les eaux pluviales ruisselant sur l'aire de ravitaillement sont collectées et traitées par un séparateur à hydrocarbures, avant rejet dans un bassin d'infiltration.

Le bassin est curé autant que de besoin. Les opérations sont consignées sur un registre.

Le séparateur à hydrocarbures est entretenu et, si nécessaire curé, aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an. Les fiches de suivi de l'entretien et du nettoyage du dispositif, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont archivés par l'exploitant et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.4 : SURVEILLANCE DES REJETS

3.4.1 Contrôle des rejets

Un contrôle est réalisé à la demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3.5 : SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines selon les modalités suivantes :

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines est réalisé une fois par an en période de hautes eaux à partir de deux prélèvements (un en surface et un en profondeur) réalisés en partie nord-est du plan d'eau.

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

Paramètre	Code SAND RE
Indice hydrocarbures	7007
Chrome	1389
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	6136

(HAP)	
Zinc	1383
Aluminium	1370
Arsenic	1369
Cadmium	1388
Fer	1393
Magnésium	1372
Cuivre	1392
Nickel	1386
COT	1841
Température	1301
pH	1302
Conductivité	1304
Matières en suspension	1305

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance des eaux souterraines en référence à l'état initial (déterminé par rapport aux résultats des analyses réalisées en 2017 et 2018 et précisés dans l'étude d'impact, ou à la première campagne de mesure réalisée en application du présent arrêté si les paramètres n'ont pas encore été analysés) et aux valeurs de référence des eaux brutes définies par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

TITRE 4 - AUTORISATION EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES

ARTICLE 4.1 : DÉROGATIONS À L'INTERDICTION D'ATTEINTE AUX ESPÈCES PROTÉGÉES

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes pour l'exploitation des installations visées par le présent arrêté.

4.1.1 Mesures d'évitement

4.1.1.1 Préservation des habitats nécessaires au Pélobate brun

Les habitats nécessaires au Pélobate brun ne sont pas exploités et notamment :

- le site de reproduction (plan d'eau nord-ouest de 0,28 ha) et la phragmitaie associée de 0,07 ha ;
- les habitats terrestres principaux situés en périphérie immédiate du site de reproduction, sur une surface de 0,72 ha ;
- les habitats terrestres secondaires sur une surface de 2,71 ha ;
- le plan d'eau centre-ouest et sa phragmitaie.

4.1.2 Mesures de réduction

4.1.2.1 Adaptation du calendrier de chantier

Les travaux de décapage et de dessouchage sont réalisés entre début mars et fin octobre.

Les travaux de déboisement sont réalisés entre début septembre et début février.

Les éventuelles destructions de plan d'eau auront lieu entre début novembre et fin décembre.

4.1.2.2 Balisage des zones sensibles

Une clôture en piquet de bois et grillage à mouton d'une hauteur de 1,5 m, ou un dispositif présentant une efficacité équivalente, est mise en place pour la conservation de la zone à Pélobate brun sur une longueur d'environ 620 mètres linéaires.

4.1.2.3 Stockage de matériaux

Le stockage de matériaux extraits et produits est réalisé sur un espace dédié à l'entrée du site (sud-ouest de la sablière).

4.1.2.4 Aménagement de structures collectrices

Les structures collectrices sans échappatoires pouvant constituer des pièges mortels pour la faune sont proscrites. Si ce n'est pas possible, elles sont adaptées de manière à ce qu'elles soient plus sûres pour la petite faune.

4.1.2.5 Limitation des circulations nocturnes

La carrière est exploitée sur la plage horaire 5 heures à 21 heures du lundi au vendredi.

La circulation des engins de chantier est interdite en période nocturne au cours de la migration pré-nuptiale des amphibiens, soit entre 19 heures et 5 heures en mars et entre 20 heures et 5 heures en avril.

4.1.2.6 Gestion des plans d'eau

Le plan d'eau à Pélobate brun est géré de manière à maintenir ses caractéristiques favorables à l'espèce. En cas d'envasement excessif, un curage avec export des produits est réalisé afin de maintenir une végétation hélophytique et hydrophytique (1/3 du plan d'eau par année).

Le curage est réalisé entre le 1^{er} octobre et le 15 février.

4.1.2.7 Terres de découverte

Un stockage différencié des terres végétales est réalisé.

4.1.2.8 Gestion conservatoire des habitats existants pour le Pélobate brun et le Petit gravelot

Dans la zone d'évitement, les habitats terrestres du Pélobate brun sont gérés dans le respect des dispositions suivantes :

- l'utilisation d'engrais, d'herbicides ou tout autre traitement phytosanitaire est interdit ;
- un système de rotation différencié est mis en place pour la gestion des habitats (conservation de zones refuges, îlots de végétation non fauchés sur environ 25 % de la surface) ;
- la hauteur des coupes est limitée à 20 cm ;
- pour les zones fauchées, une fauche tardive est réalisée tous les deux ans à partir de fin septembre (sauf dispositions contraires particulières pour la gestion des espèces exotiques envahissantes). Les produits de fauche sont exportés.

4.1.2.9 Entretien des pistes

Préalablement à la période de reproduction des amphibiens, les zones présentant des dépressions inondées et faisant l'objet d'une circulation régulière sont nivelées afin de ne pas y favoriser la reproduction d'amphibiens. Cette nivellement est à effectuer entre septembre et février.

En période d'activité des amphibiens, de mars à août inclus, les pistes sont nivelées très fréquemment pour éviter la création de dépressions. Si des pontes ou des larves sont observées dans une ornière, un balisage est mis en place afin de l'éviter.

4.1.2.10 Reproduction d'amphibiens dans un point d'eau concerné par l'activité

En cas de reproduction d'amphibiens au sein de tout point d'eau issu de l'activité de la sablière (plan d'eau principal, ornières, etc...), la zone est mise en défens et une matérialisation du site de reproduction est mise en œuvre à l'aide de rubalise.

En cas d'impossibilité de préserver le ou les sites de reproduction, des captures temporaires et déplacements des pontes et têtards sont réalisés par une personne ou un organisme compétent et reconnu en la matière. Les captures sont réalisées à l'aide d'épuisettes, puis les pontes et têtards sont déposés dans des seaux et immédiatement relâchés au niveau du site de reproduction de Pélobate brun (plan d'eau Nord-Ouest).

Ces interventions sont réalisées dans le respect du protocole d'hygiène, établi par la Société Herpétologique de France (SHF), pour le contrôle des maladies des amphibiens et notamment la Chytridiomycose (Miaud, 2014).

4.1.2.11 Nidification du Petit gravelot

Un balisage est installé dans un rayon de 15 mètres autour des nids et la circulation des engins est interdite dans la zone concernée au cours de la période de nidification.

4.1.2.12 Fronts colonisés par le Guêpier d'Europe

Les fronts faisant l'objet d'une nidification sont balisés et préservés en période de reproduction (du 15 avril au 15 août).

Après toute interruption significative des travaux d'exploitation (fermeture de longue durée, début de semaine), l'exploitant s'assure de l'absence de nidification dans les fronts à exploiter.

L'exploitant met en œuvre des dispositions visant à préserver en permanence des fronts de plusieurs dizaines de mètres de large, propices à la nidification du Guêpier d'Europe, sur la carrière.

4.1.3 Mesures compensatoires

4.1.3.1 Restauration d'une friche pionnière sableuse

Une friche pionnière sableuse d'une surface de 1 ha est aménagée selon les modalités précisées ci-après dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'aménagement est réalisé dans la zone précisée sur le plan joint en annexe V du présent arrêté.

Un secteur de 1 ha de formations spontanées de *Robinia pseudoacacia* est défriché.

La zone est décaissée, puis décapée sur 1 m de profondeur et comblée à l'aide de sables frais (sables lavés) provenant de la sablière.

Quelques souches sont conservées pour l'élaboration des hivernacula.

La zone est gérée selon les mêmes mesures que celles prévues pour les habitats terrestres préférentiels.

La gestion vise notamment à assurer en permanence l'existence d'une friche pionnière sableuse à végétation rase, de hauteur inférieure à 20 cm.

Une fauche rase tardive, ou si nécessaire, un décapage des sols, est réalisé pendant la durée de l'autorisation.

4.1.3.2 Gestion de friches pionnières pour le Petit gravelot

Une surface de 500 m² fait l'objet de travaux de réhabilitation du milieu par décapage des sols dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'aménagement est réalisé dans la zone précisée sur le plan joint en annexe VI du présent arrêté.

Une surface pionnière supplémentaire de 0,25 ha est maintenue en permanence. Elle fait l'objet d'une gestion adaptée favorable au Petit gravelot.

4.1.3.3 Plantation de formations boisées

L'exploitant réalise la plantation d'une double haie mixte sur un linéaire de 2200 m.

Elle est implantée conformément au plan joint en annexe VII.

Les plantations sont réalisées dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté.

La haie est fonctionnelle pour l'avifaune, dès le début de la phase d'exploitation 2.

La haie est constituée d'arbres de haut-jet et d'arbustes intercalés d'essences locales.

Elle est implantée en respectant une largeur de 1 mètre par rapport au périmètre externe et 2 m par rapport aux fronts d'exploitation.

Les plantations sont réalisées en 4 étapes entre fin novembre et fin mars.

L'exploitant assure un suivi de la reprise des plants et un entretien adapté de la haie. Les plants qui ne reprennent pas sont remplacés.

4.1.3.4 Gestion d'un boisement en libre évolution (vieillesement)

Une parcelle forestière d'une surface de 4,34 ha (parcelle n°2 au lieu-dit Grossenwald dans la forêt communale de Riedseltz) est gérée en libre évolution en favorisant les essences natives, pour une durée de 40 ans.

L'exploitant établit une convention avec l'ONF à cette fin. Cette convention est tenue à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans la mesure du possible, le boisement est géré avec des parties en clairières et avec des zones en sénescence.

Cette gestion est mise en œuvre dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Un plan de gestion est transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

4.1.3.5 Mise en place d'une Obligation Réelle Environnementale (ORE) pour la gestion du site exploité

L'exploitant met en place une ORE avec le Conservatoire des Espaces Naturels Alsace (CEN) pour la gestion des mesures de compensation sur le site exploité pour une durée de 40 ans.

L'ORE est transmise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

4.1.3.6 Aménagement et entretien de trois mares et d'une prairie permanente en faveur du Pélobate brun dans le secteur du noyau populationnel présent à Beinheim

- Mares

Trois mares sont aménagées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté dans le secteur du noyau populationnel présent à Beinheim.

Les travaux sont réalisés entre début octobre et fin février.

Les mares sont conçues selon les principes suivants :

- mares disposant d'un grand volume d'eau, d'une surface de 500 à 1000 m² et de profondeurs variées (maximum de 2 à 3 m), permettant une mise en eau pendant au moins 5 mois dans l'année (mars à juillet) ;
- maintien de l'étanchéité de la mare par le dépôt d'une couche d'argile d'environ 50 cm d'épaisseur au fond ;
- aménagement des berges en pente douce (entre 1 et 10 °) et irrégulières ;
- mise en place de pierres ou de morceaux de bois sur le fond et le pourtour des mares ;
- suppression des plantes exotiques envahissantes ;
- maintien de friches humides ou de roselières sur le pourtour des mares ;
- encercler les sites de reproduction de haies épaisses pour préserver la qualité de l'eau et le maintien des cortèges algues ;
- réensemencement en algues issues de quelques mares fréquentées par le pélobate si nécessaire.

Un entretien annuel est assuré entre début octobre et fin février au cours des 5 premières années, puis tous les 2 à 3 ans en fonction de l'évolution des milieux. Il vise à retirer les matériaux excédentaires accumulés au fond des mares, à éclaircir la végétation si nécessaire et à limiter l'envasement (curage échelonné sur plusieurs années) si nécessaire.

- Création d'une prairie permanente

Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, des prairies permanentes sont créées sur des parcelles agricoles, sur une surface de 5 ha, dans la continuité des mares.

L'aménagement est réalisé à partir de semences locales.

Les semis sont réalisés en septembre / octobre, après préparation du substrat.

Au cours de la première année, les parcelles semées font l'objet d'un mulching avant mi-juin, puis d'une fauche avec export en septembre si le peuplement est suffisamment dense.

Les prairies font l'objet d'une gestion de nature agricole avec mise en œuvre d'une fauche tardive en octobre.

- Obligation réelle environnementale

L'exploitant met en place une ORE avec le conservatoire des espaces naturels Alsace (CEN) et l'association BUFO pour la gestion de ce site pour une durée de 40 ans.

L'ORE est transmise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.

- **Etat initial**

Un état initial est réalisé sur le site concerné par les aménagements.

Il est transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et, en tout état de cause, avant le début des travaux relatifs à la réalisation des aménagements.

Il vise à vérifier l'absence d'impacts négatifs des aménagements sur d'autres espèces. Le cas échéant, des mesures adaptées sont présentées, dans le même délai que l'état initial, afin de limiter ces impacts.

- **Plan de gestion**

Un plan de gestion est établi pour la gestion de ces aménagements. Il est transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

4.1.4 Mesures d'accompagnement

4.1.4.1 Plan de gestion

L'exploitant établit un plan de gestion des espaces dédiés à la biodiversité présents sur le site exploité. Il vise à présenter les modalités concernant la gestion des espaces à enjeu (opérations prévues d'aménagement ou de gestion, périodicité d'intervention, indicateurs de suivis, responsables des suivis).

Le plan de gestion est transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

4.1.4.2 Formation du personnel

Le personnel du site est formé aux enjeux et aux consignes relatifs à la biodiversité. Des consignes sont établies et communiquées au personnel.

Les formations font l'objet d'une traçabilité et d'un renouvellement périodique.

4.1.4.3 Création d'hivernacula

3 hivernacula de surface compris entre 2 et 5 m² sont mis en place dans la zone d'évitement. Ils sont conçus conformément aux éléments précisés dans l'étude d'impact associée à la demande d'autorisation.

4.1.5 Gestion des espèces exotiques envahissantes

Les espèces identifiées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'un traitement adapté pour assurer leur maîtrise, voire leur éradication. Les travaux d'arrachage sont réalisés par des méthodes douces et n'entraînent pas de perturbation des sols. L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Un suivi est mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité du traitement.

Pour limiter leur dissémination dans les espaces dédiés à la biodiversité, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- Eviter les engins qui dispersent les fragments de végétaux (type gyrobroyeur) pour les espèces présentant un risque de bouturage ;
- Prohiber la circulation des engins en provenance des zones d'extraction sur les zones dédiées à la biodiversité ;
- En ce qui concerne les opérations de défrichement, les engins et matériels de chantiers qui travailleront dans des secteurs occupés par le Solidage ou le Robinier sont nettoyés sur l'aire étanche mise en œuvre à l'entrée du site ;
- Les déchets verts contaminés sont évacués dans des installations adaptées pour éviter la reprise par bouturage des rémanents. Dans le cas de déchets déplacés, des caissons de transport bâchés et étanches sont utilisés.

4.1.6 Suivi écologique

Un suivi écologique est réalisé chaque année par une personne ou un organisme compétent en la matière et reconnu comme tel.

Il comprend :

- pour le Pélobate brun : 5 passages nocturnes et 2 passages diurnes entre le 1^{er} avril et le 15 septembre ;
- pour le Petit gravelot : 3 passages diurnes entre le 1^{er} avril et le 15 juillet ;
- pour le Guêpier d'Europe : 3 passages diurnes entre le 15 avril et le 15 août ;
- pour l'avifaune : 2 passages diurnes en mai et juin ;
- pour les amphibiens : 5 passages nocturnes et 2 passages diurnes entre le 1^{er} avril et le 15 septembre ;
- pour les reptiles : 2 passages diurnes entre le 1^{er} avril et le 15 juillet.

Les résultats des suivis sont retranscrits dans un rapport d'expertise comportant une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. Les objectifs de suivi, les modalités, la fréquence, le protocole de collecte des données, les critères d'évaluation seront définis avant le 1^{er} rapport de suivi et précisés dans le rapport.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, des mesures correctrices doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; la préfète est préalablement informée des mesures correctrices proposées.

Dans le cadre du suivi, il est également vérifié l'absence d'espèces exotiques envahissantes. Le cas échéant, des mesures de gestion adaptées sont proposées dans le rapport de suivi.

Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages avec le statut de données publiques. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la collecte des données.

4.1.7 Transmission des informations SIG

Le bénéficiaire du présent arrêté fournit à la DREAL Grand Est, au format numérique, avant le démarrage des travaux, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du Code de l'environnement.

Le démarrage des travaux est conditionné par la validation de ces éléments par les services de l'État.

Il transmet :

- la «fiche projet» renseignée et présentée dans la forme fixée à l'annexe 10 du présent arrêté ;
- pour chaque mesure compensatoire prescrite dans le présent arrêté ou prévue dans le dossier de demande objet du présent arrêté : la «fiche mesure» renseignée et présentée dans la forme fixée à l'annexe 10 du présent arrêté, ainsi que le fichier au format .zip de la mesure compensatoire (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qpj), obtenu à partir du gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est.

La mise à jour des données de géolocalisation, des mesures compensatoires est fournie par le bénéficiaire selon les modalités ci-dessus aux échéances suivantes :

- au terme de la réalisation des mesures compensatoires prescrites ;
- à chaque envoi de documents de suivi demandés au présent article.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 : LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont précisées sur le plan joint en annexe VIII du présent arrêté.

- Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
1 : limite du périmètre côté sud-ouest 2 : limite du périmètre côté sud-est	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 5.2 : MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

ARTICLE 5.3 : VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 5.4 : LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

ARTICLE 5.5 : INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant met en oeuvre des dispositions visant à favoriser l'insertion paysagère de l'exploitation :

- des écrans boisés sont préservés ou implantés lorsque cela est nécessaire en périphérie de l'exploitation, dans les conditions précisées dans le dossier d'autorisation ;
- les merlons existants, notamment ceux présents en limite nord sont préservés.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 6.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu Sans objet.

6.1.2. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

6.1.3 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Sans objet (l'exploitant se réfère aux dispositions des arrêtés ministériels applicables).

ARTICLE 6.2 : DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.2.2. Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

6.2.3 Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur et de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours. Les équipements sont repérés, facilement accessibles et maintenus en bon état.

En cas d'accident ou d'incident, l'inspection des installations classées est informée dans les plus brefs délais.

6.2.4 Vérification périodique des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 : PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets produits sont liés à l'entretien des installations et des engins, à l'évacuation des boues du séparateur à hydrocarbures et à l'élimination des déchets verts.

Pour la gestion des déchets l'exploitant privilégie dans l'ordre : la réutilisation, le recyclage, la valorisation énergétique et l'élimination.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 8.1: CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

8.1.1 Phasage d'exploitation

Les terrains sont exploités conformément aux plans de phasage joints en annexe IX du présent arrêté.

8.1.2 Extraction

8.1.2.1 Profondeur maximale

L'extraction est réalisée à sec à la pelle jusqu'à la cote 157 m NGF, puis sous eau d'abord à la pelle et enfin par dragage avec une drague aspiratrice d'une puissance de 285 kW.

L'exploitation permet un défrèvement maximum du gisement en profondeur. A cet effet, les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses sont traversées.

L'extraction est autorisée jusqu'à la cote 135 m NGF et sur une épaisseur d'au maximum 45 m.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ainsi que les pentes, à sec et sous eau définies par le présent arrêté.

8.1.2.2 Extraction à sec

La hauteur de chaque gradin n'excède pas 10 mètres et chaque banquette a au moins une largeur égale à la hauteur du plus haut des deux gradins qu'elle sépare.

La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence, au cours des phases d'exploitation, l'accès à toutes les banquettes.

La pente des talus en exploitation est adaptée à la nature des matériaux rencontrés, de manière à garantir la stabilité des fronts.

8.1.2.3 Extraction en eau

L'exploitation est réalisée à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site (hors zone de haut-fond) soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ils sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de 1/2 pour les parties situées sous la cote des plus hautes eaux décennales.

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect de ces prescriptions.

L'exploitant consigne dans un rapport les déplacements de la drague et les positions des extractions. Ce rapport est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

L'exploitant détermine la cote des plus hautes eaux décennales connues ainsi que la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté et conserve les éléments de justification.

8.1.3 Plan d'exploitation et coupes

8.1.3.1 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'exploitation orienté à une échelle adaptée et d'au plus 1/1500^e. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10 m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans le milieu naturel et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

8.1.3.2 Coupes

Des profils sont réalisés tous les 100 m tous les ans, dans les zones exploitées, dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds et dans les nouvelles zones remises en état.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité des zones d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté.

L'exploitant interprète les coupes. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

8.1.3.3 Mise à jour

Le plan d'exploitation et les coupes sont mis à jour une fois par an.

Ils sont conservés par l'exploitant sur le site et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

8.1.4 Décapage

Le décapage des terres de découverte est réalisé à la pelle et non au chargeur afin de préserver la qualité et de ménager le plus possible les horizons humifères.

Le stockage, même temporaire, des matériaux de découverte est effectué séparément pour les horizons humifères et le reste des terres de découverte.

Le dépôt des horizons humifères est réalisé sous la forme de tas, dont la hauteur ne dépassera pas 2 m, et n'excède pas 5 ans. Ces derniers sont stockés au plus proche des zones en cours d'exploitation de manière à être repris le plus rapidement possible lors du talutage des fronts.

Les stocks de stériles sont :

- soit stockés sous la forme de merlons ne dépassant pas 4 m de hauteur et avec des pentes ne dépassant pas les 45° (1/1), en périphérie du site. Ils sont semés (graminées ou légumineuses) si le temps de stockage est supérieur à deux ans ;
- soit directement réutilisés pour remettre en état la phase d'exploitation n-1 (aménagement des zones de haut-fond, talutage des fronts...).

L'évacuation des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères ne peut être effectuée qu'après constitution du stock nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant est capable de justifier à tout moment des quantités conservées et évacuées.

8.1.5 Accès aux voies publiques et propreté

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les véhicules sortant de l'installation ne sont pas à l'origine d'envois de poussières et n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

L'exploitant transmet à la préfète, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative aux solutions techniques envisageables pour assurer l'absence de dépôts de boues sur la route en sortie de site à tout instant. La solution retenue est mise en œuvre dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les camions sortant du site sont bâchés.

8.1.6 Horaires de fonctionnement

La carrière et les installations sont exploitées de 5 heures à 21 heures et du lundi au vendredi, dans les limites précisées au titre 4 du présent arrêté.

8.1.7 Kits anti-pollution

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

8.1.8 Matérialisation du périmètre d'extraction

Avant le démarrage des travaux d'extraction de chaque phase d'exploitation, l'exploitant met en place un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées par le présent arrêté.

8.1.9 Étude géotechnique

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une étude justifiant de la stabilité des talus à long terme et de l'absence d'incidence des conditions d'exploitation (pentes d'exploitation et de remise en état) sur la route départementale 263, compte tenu des pentes prévues pour l'exploitation. Elle prend en compte les charges roulantes transitant sur cet axe.

ARTICLE 8.2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des actes antérieurs du 05 novembre 1996, du 12 janvier 2021 et du 05 janvier 2022 susvisés sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 8.3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RUBRIQUE 2515

En lieu et place des dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Le prélèvement maximum ne dépasse pas 700 m³/h ni 1 125 000 m³ par an.

L'exploitant prélève l'eau à des fins industrielles dans le plan d'eau d'exploitation principal à l'aide d'une pompe située sur la drague d'un débit maximal de 700 m³/h ou d'une pompe d'appoint d'un débit maximal de 70 m³/h.

L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés, dans la mesure du possible, dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

Les eaux industrielles sont rejetées dans un bassin de décantation aménagé à l'extrémité sud du site.

Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant justifie du caractère adapté et proportionné du dispositif de décantation mis en oeuvre, dans l'objectif de défruits optimal du gisement. Les justifications sont motivées sur la base du taux d'abattement des installations de décantations, des quantités de fines rejetées dans le plan d'eau d'exploitation, des moyens techniques mis en oeuvre et de leur éventuelles limites, et de tout autre élément utile.

Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits.

Le circuit de récupération des sables et matières en suspension est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation est prévu, en cas de rejet accidentel de ces eaux.

Le point de rejet des eaux de procédé est aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon ».

TITRE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 9.1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ET DE LA RÉGLEMENTATION

L'exploitant respecte les prescriptions du présent arrêté ainsi que les dispositions législatives et réglementaires applicables à son installation.

Article 9.2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est envoyé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9.3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 9.4 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société FULCHIRON Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de l'arrondissement de Haguenau – Wissembourg,
- aux maires de Riedseltz et de Wissembourg,
- aux communes de Oberhoffen-lès-Wissembourg, Schleithal, Seebach, Schweighoffen (Allemagne) et Steinseltz concernées par l'affichage et aux communes de Croetwiller, Geitershof, Niederroedern et Trimbach consultées dans le cadre de la procédure.

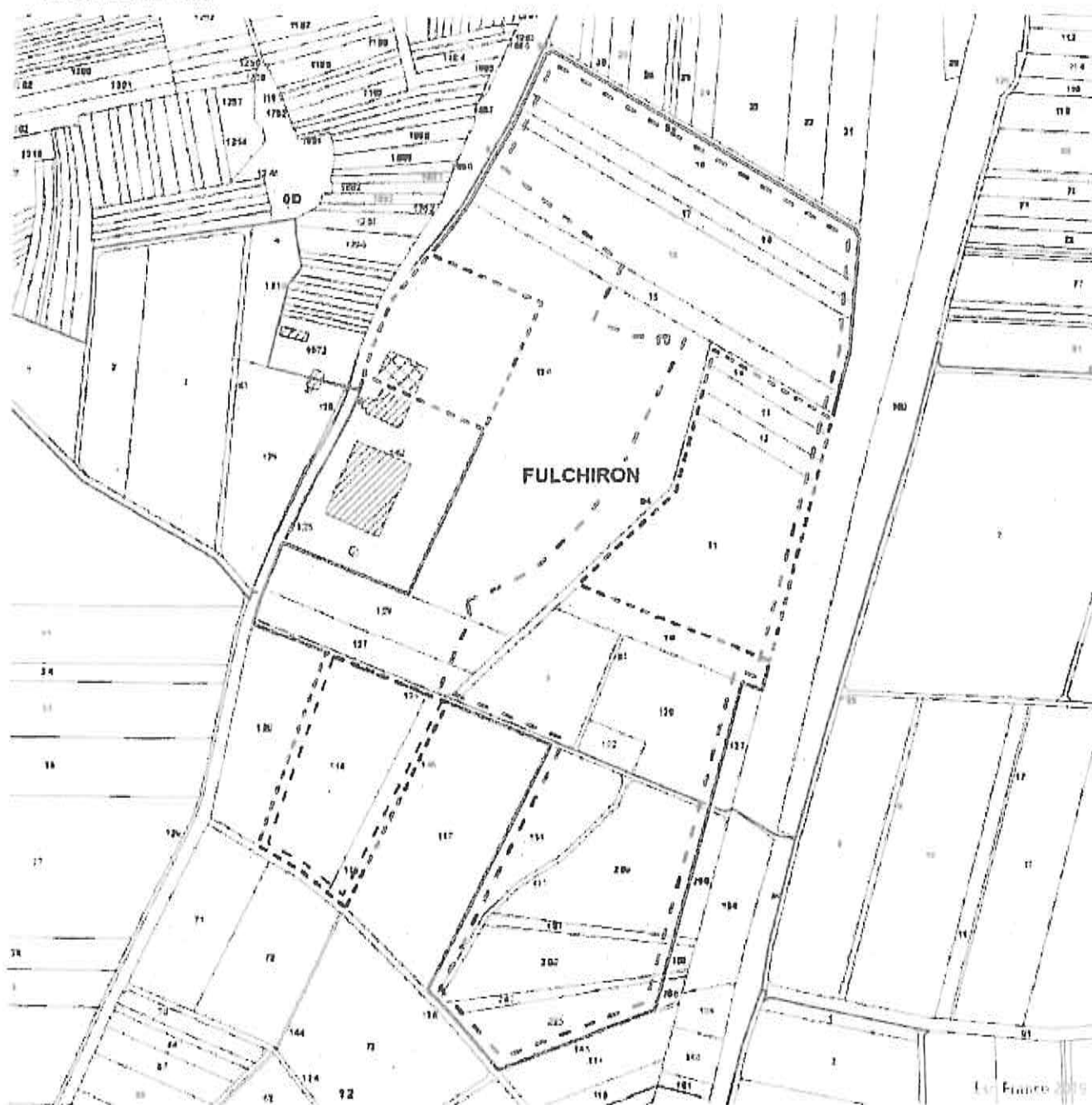
La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

ANNEXES

- I. Plan parcellaire
- II. Liste des espèces d'oiseaux communs
- III. Plan et coupes de remise en état
- IV. Plans des garanties financières
- V. Zone prévue pour l'aménagement d'une friche sableuse pionnière
- VI. Friches pionnières pour le Petit gravelot
- VII. Plantation de formations boisées
- VIII. Points de mesure des contrôles de la situation sonore
- IX. Plans de phasage
- X. Fiches «projet» et «mesure»

I. Plan parcellaire



- extension sollicitée
- périmètre actuellement autorisé et sollicité en renouvellement
- périmètre d'exploitation

SOURCE : BD PARCELLAIRE V10

JANVIER 2020

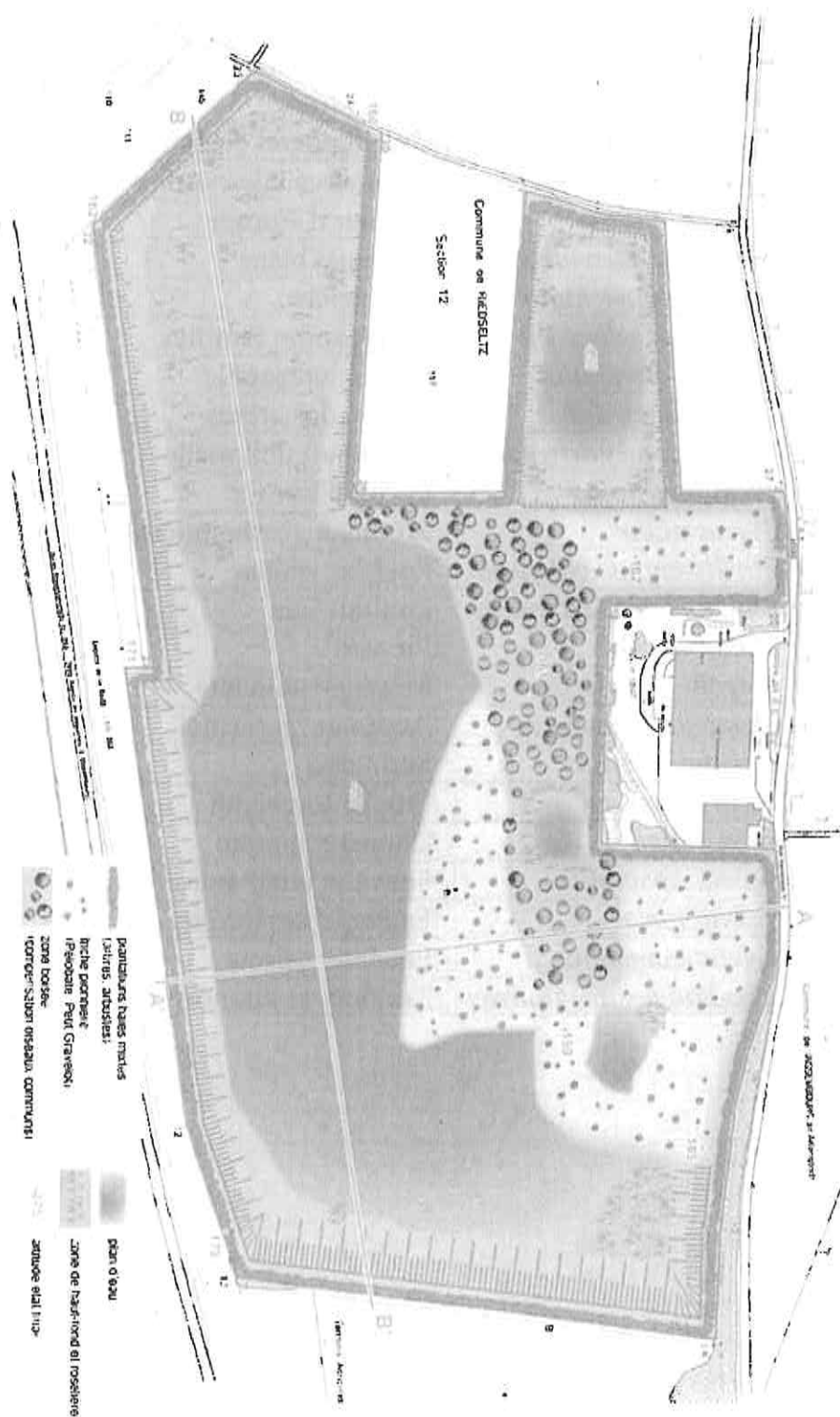


II. Liste des espèces d'oiseaux communs

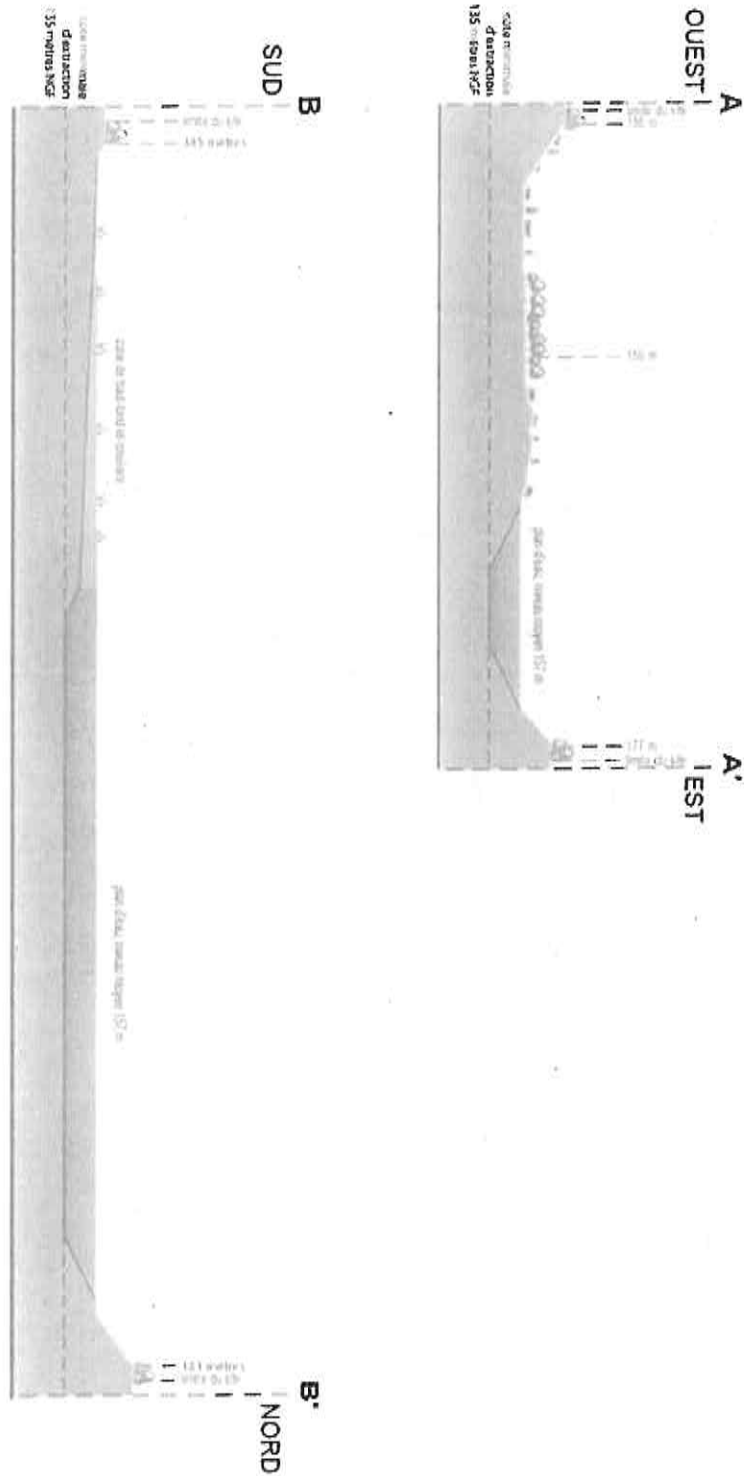
<i>Nom latin</i>	<i>Nom vernaculaire</i>
<i>Accipiter nisus</i>	Epervier d'Europe
<i>Aegithalos caudatus</i>	Mésange à longue queue
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant
<i>Certhia brachydactyla</i>	Grimpereau des jardins
<i>Chloris chloris</i>	Verdier d'Europe
<i>Cyanistes caeruleus</i>	Mésange bleue
<i>Dendrocopos major</i>	Pic épeiche
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rossignol philomèle
<i>Oriolus oriolus</i>	Loriot d'Europe
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce
<i>Phylloscopus trochilus</i>	Pouillot fitis
<i>Picus viridis</i>	Pic vert
<i>Poecile palustris</i>	Mésange nonnette
<i>Prunella modularis</i>	Accenteur mouchet
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini
<i>Sitta europaea</i>	Sittelle torchepot
<i>Strix aluco</i>	Chouette hulotte
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire
<i>Sylvia borin</i>	Fauvette des jardins
<i>Sylvia communis</i>	Fauvette grisette
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon

III. Plan et coupes de remise en état

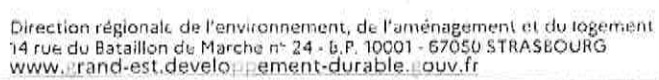
Plan de remise en état



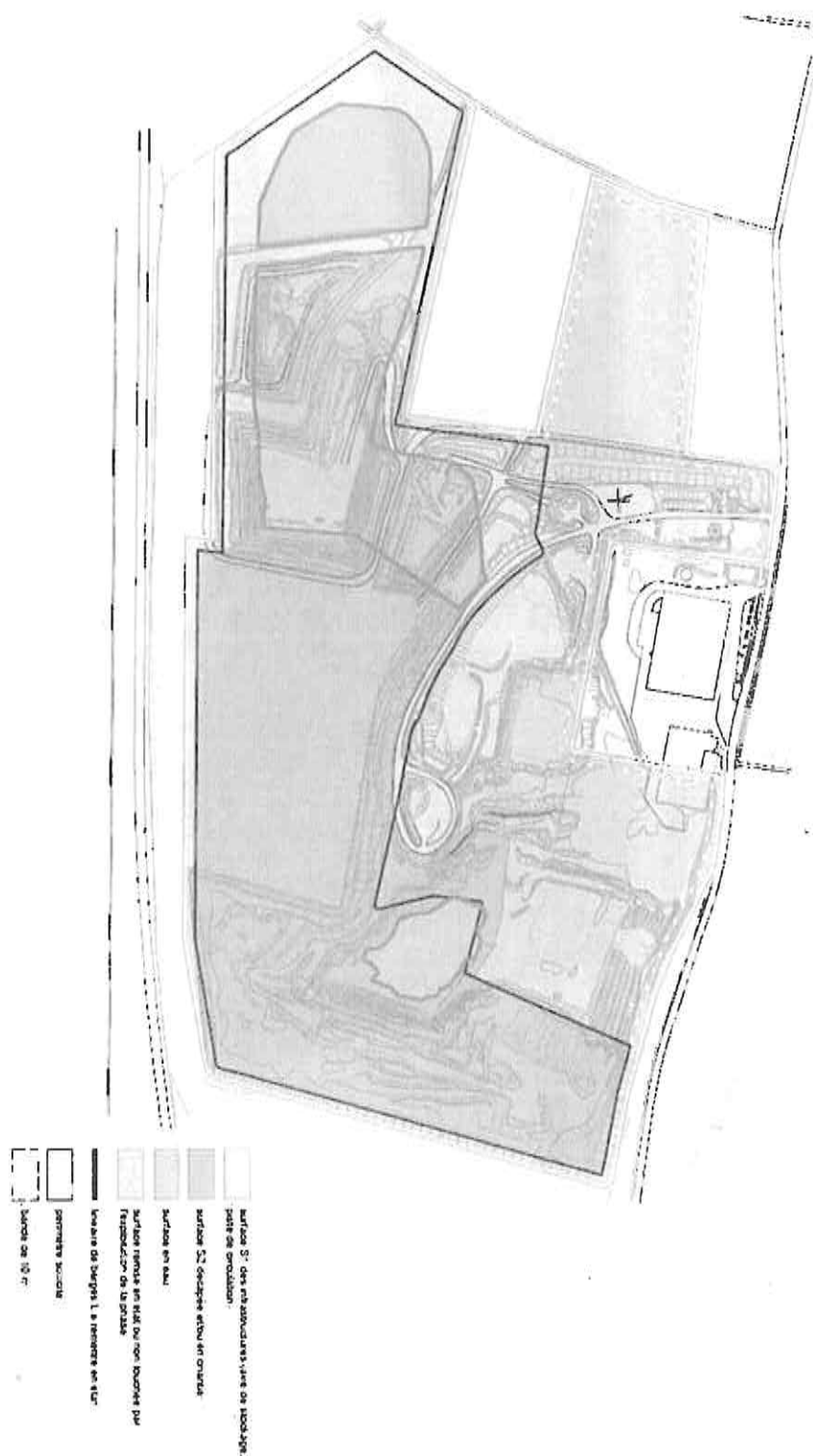
Coupes relatives à la remise en état



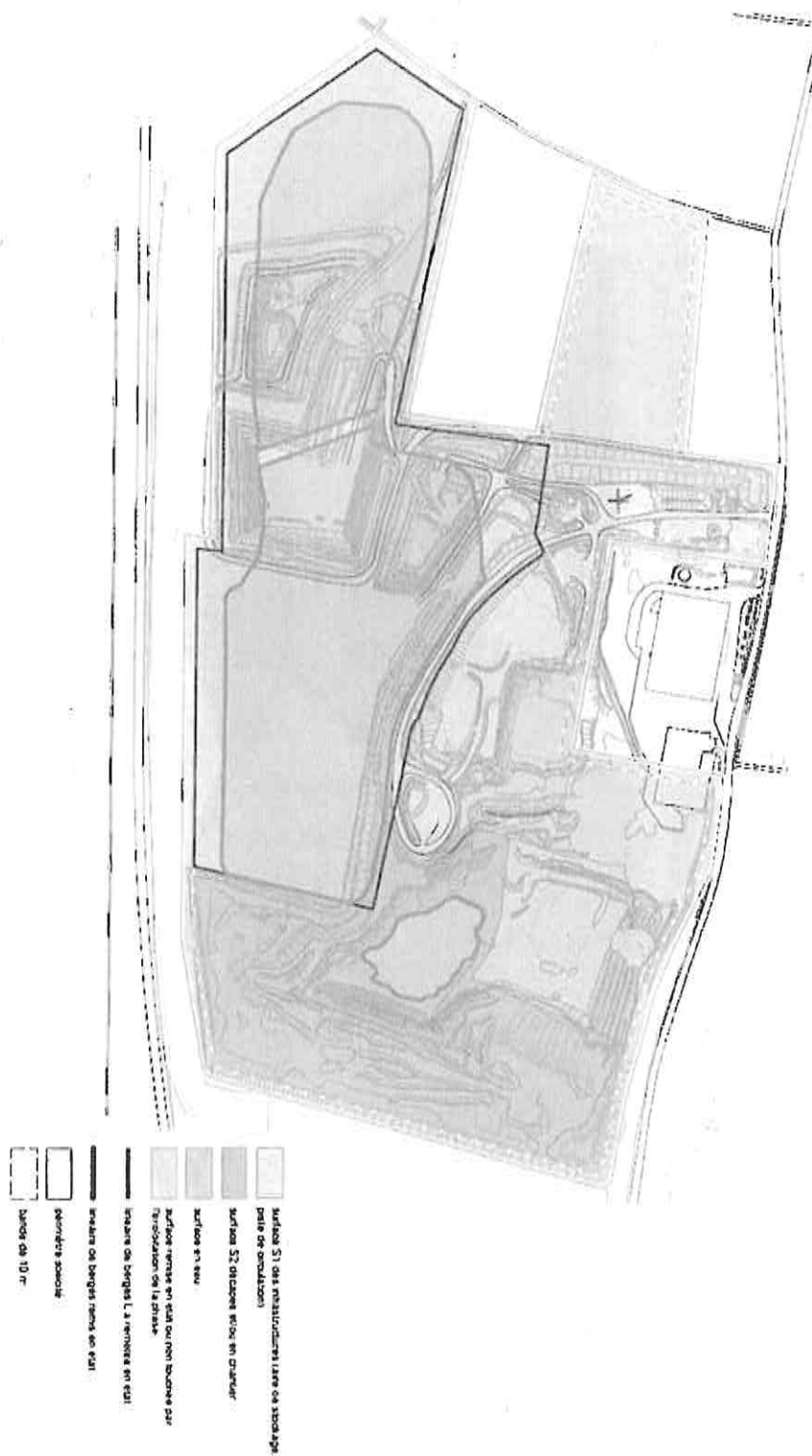
Phase I



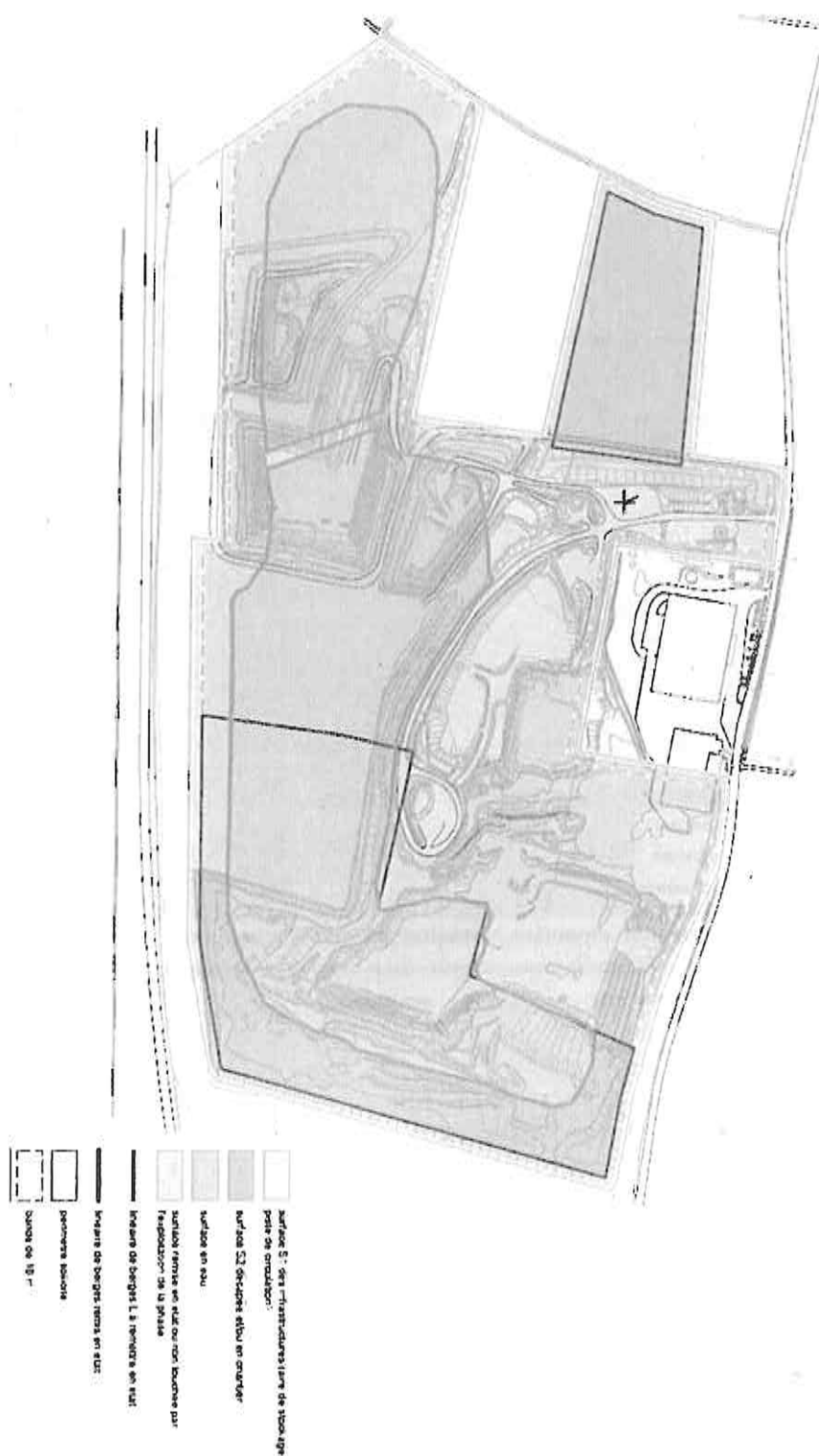
Phase II



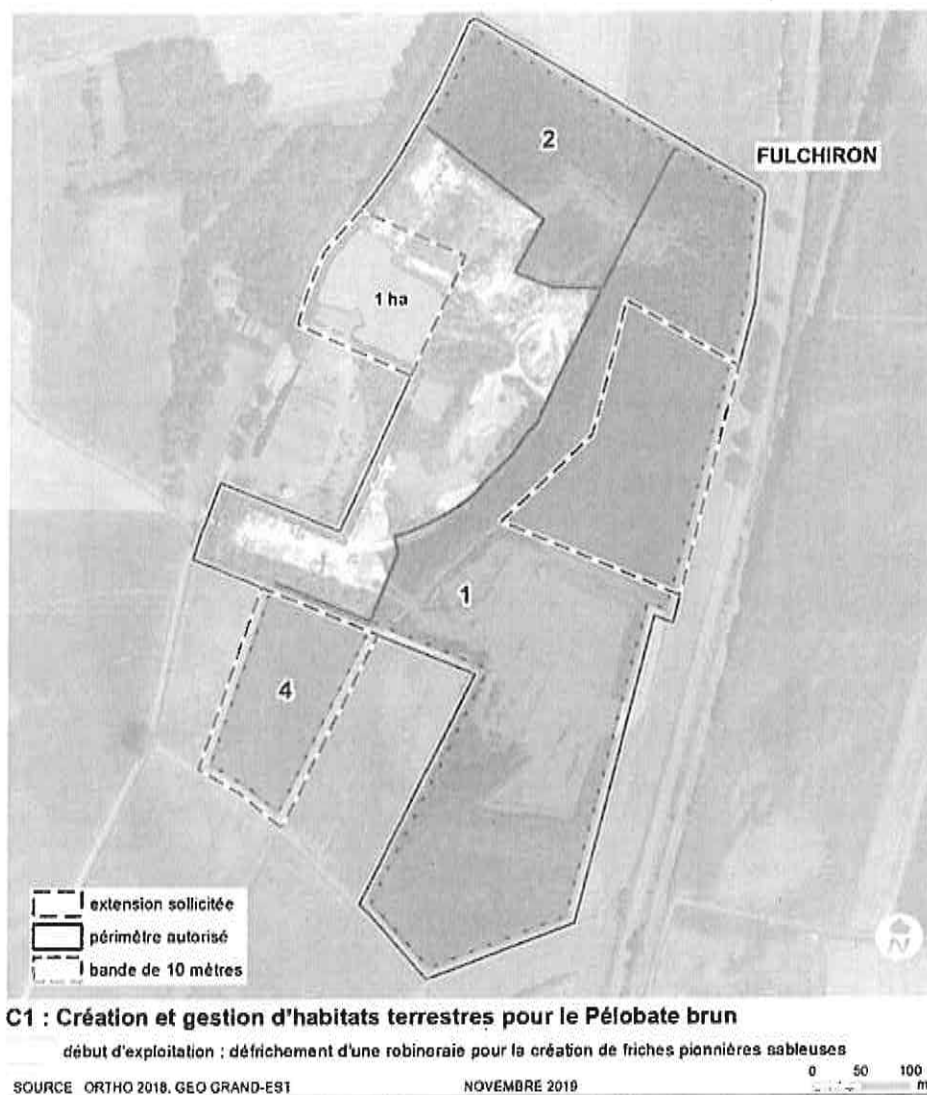
Phase III



Phase IV



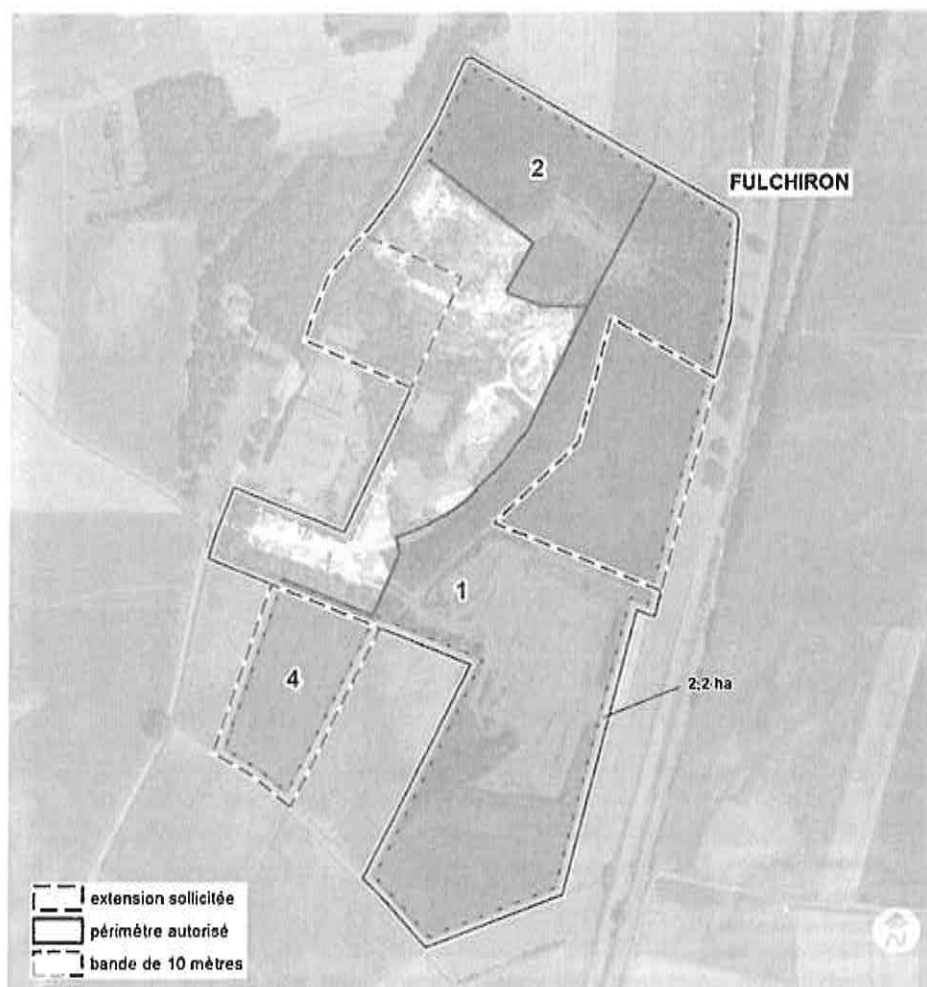
V. Zone prévue pour l'aménagement d'une friche sableuse pionnière



VI. Friches pionnières pour le Petit gravelot



VII. Plantation de formations boisées



C3 : Plantation de formations boisées pour les oiseaux, les amphibiens et les reptiles

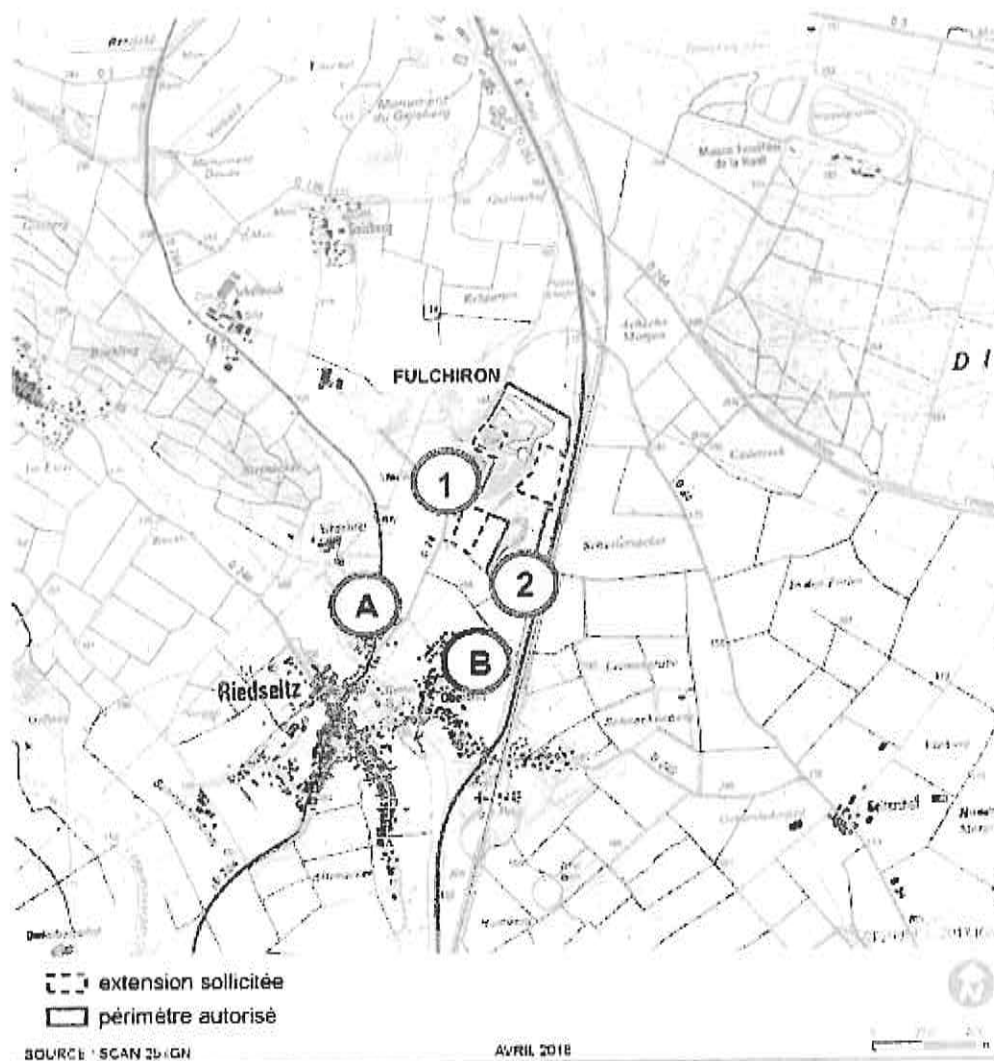
début d'exploitation : plantation d'une haie double arborée / arbustive

SOURCE ORTHO 2018, GEO GRAND-EST

NOVEMBRE 2019

0 50 100
m

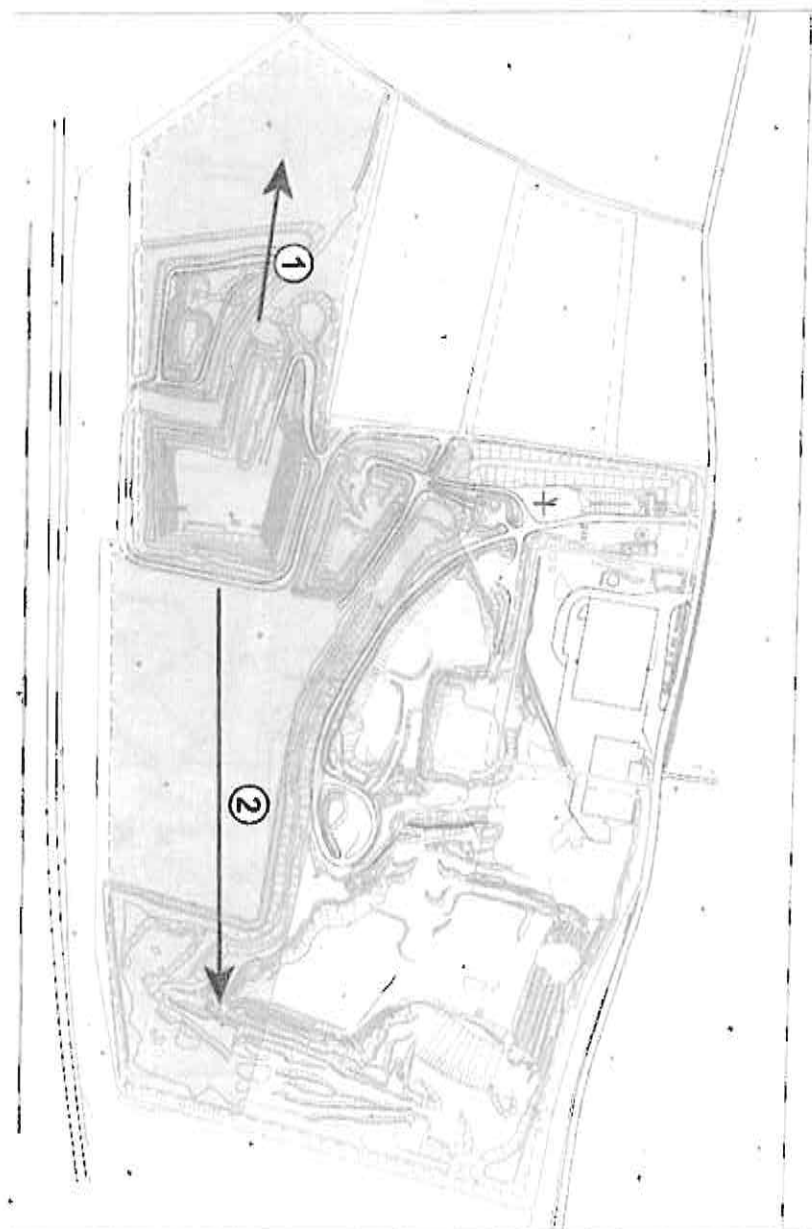
VIII. Points de mesure des contrôles de la situation sonore



Localisation des points de mesures réglementaires

IX. Plans de phasage

Phase 1

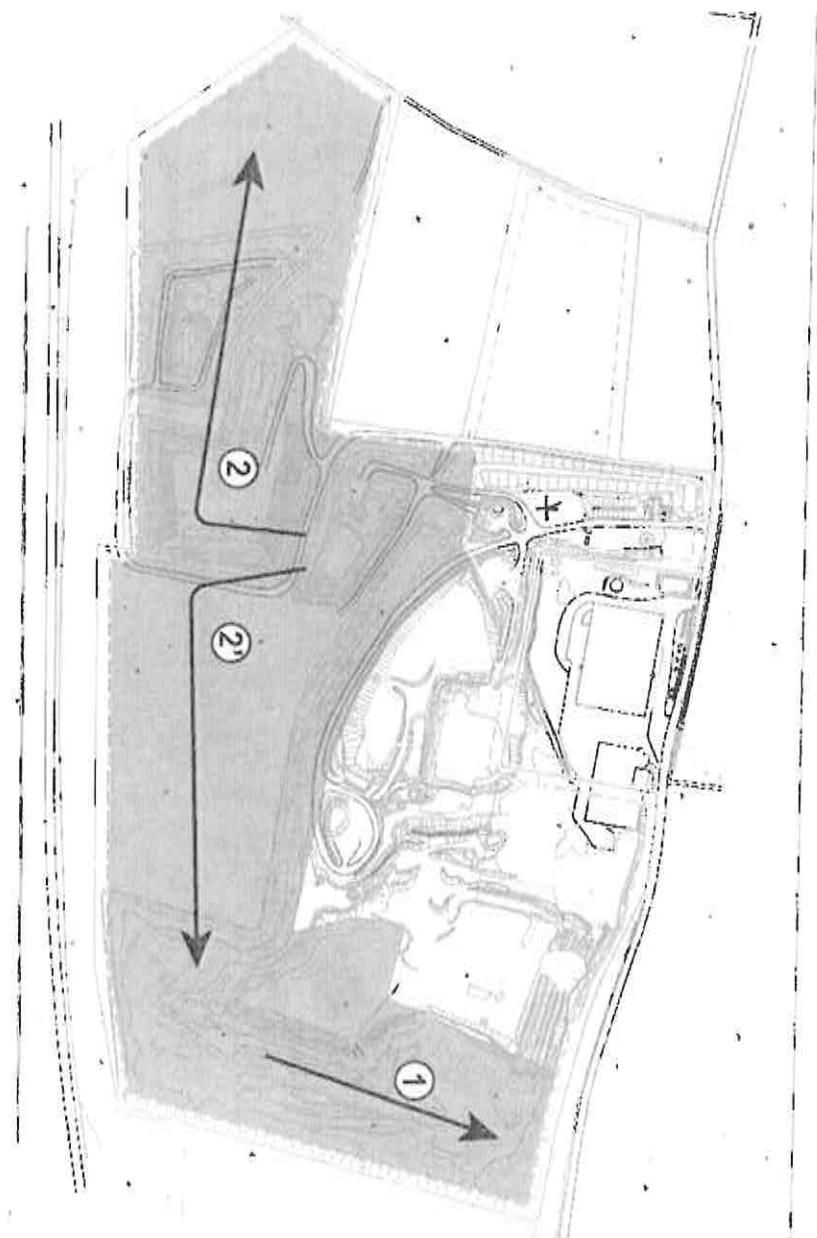


PLAN DE PHASAGE - PHASE 1

- ① emplacements à des plots rectangulaires sous leur à la phase vers le Sud
- ② pourvue de l'expansion vers le Nord



Phase 2

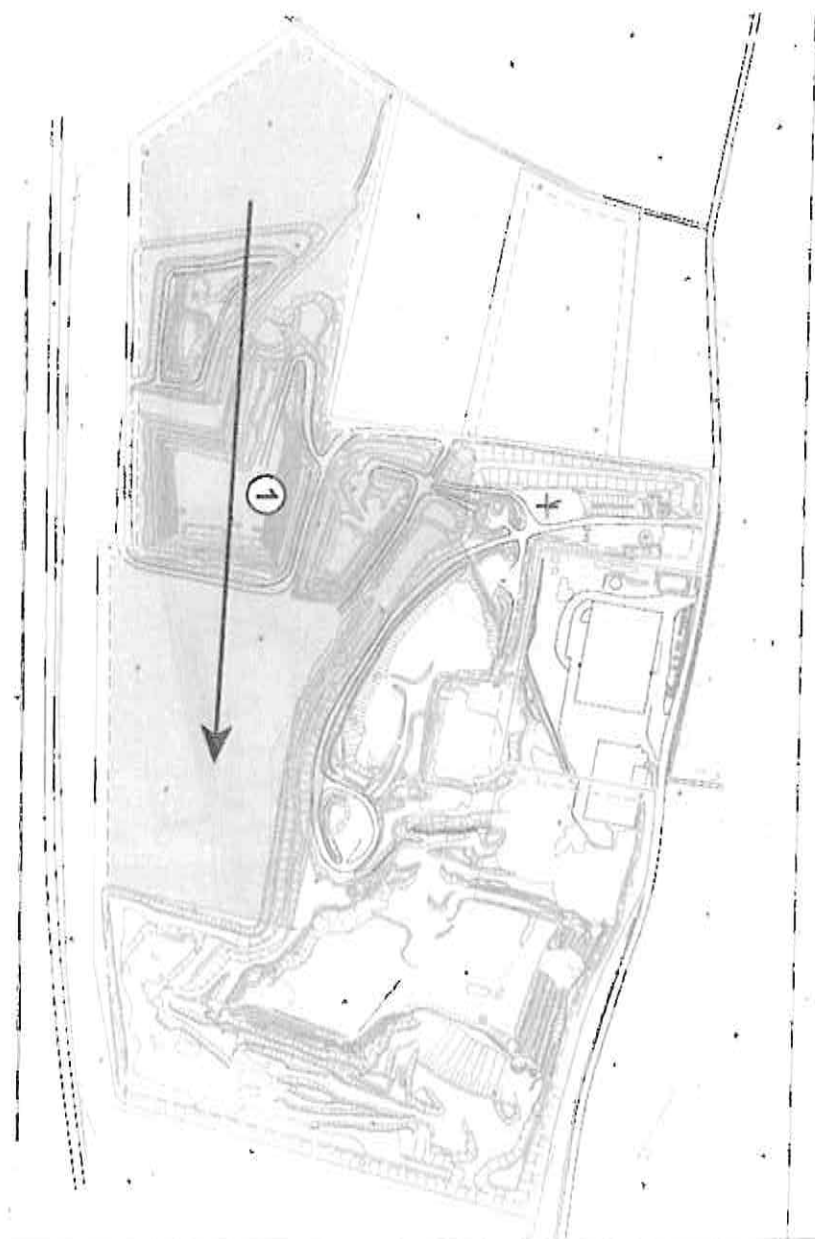


PLAN DE PHASAGE - PHASE 2

- ① pourvue de l'insolation à sec sur la partie Nord
- ② progression sous eau à la drague
- ②' progression sous eau à la pelle



Phase 3

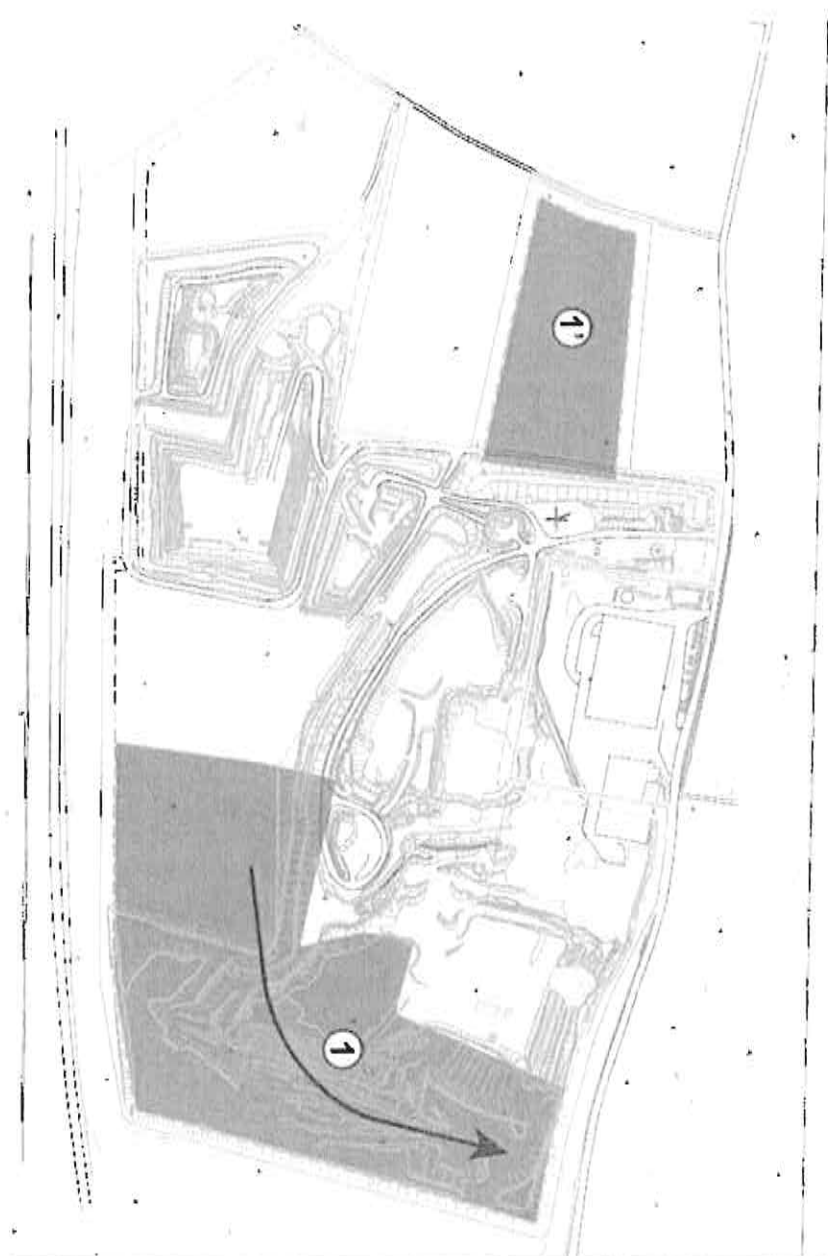


PLAN DE PHASAGE - PHASE 3

① évocation sous seuil à la d'égale

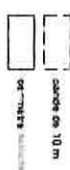


Phase 4



PLAN DE PHASAGE PHASE 4

- ① exploitation sous eau à la drague
- ① exploitation à sec et sous eau (parcelles 112/118)



X. Fiches “projet” et “mesure”